

Sondage Alimentation et activité physique
sur mandat du Groupe d'information Boissons rafraîchissantes (GIBR)



Marquage simple exigé à la place d'une taxe sur le sucre

Il faut que la population continue d'être encouragée dans le domaine des compétences de santé

1 Résumé de gestion



La population s'intéresse en majorité (77 %) aux thèmes de l'alimentation et de l'activité physique, qu'elle juge importants, et elle se sent bien. Bien que des discussions sur différentes formes d'alimentation et tendances de santé soient omniprésentes à l'ère justement des réseaux sociaux, le niveau d'intérêt et le degré d'information ont baissé ces six dernières années, ce qui a des conséquences pour les compétences de la population en matière de santé.



La moitié de l'électorat indique se rappeler de discussions ou d'actualités, ces douze derniers mois, tout autour de l'alimentation et de l'activité physique. Comparé à 2019, c'est surtout le nombre d'indications du thème «plus de sport et d'activité physique» qui a nettement augmenté. La raison pourrait aussi résider dans le fait que la période d'enquête est tombée en plein dans le confinement lié à la pandémie de coronavirus.



Les électrices et électeurs souhaitent s'attaquer aux questions de l'alimentation sous leur responsabilité propre plutôt que via des mesures de l'État. L'information (par ex. en assurant la transparence en matière d'ingrédients) et la sensibilisation (par la prévention) de la population doivent figurer au premier plan. Les Suisses hommes et femmes ont la conviction qu'une alimentation saine est une question de volonté et que le surpoids peut également être imputé à un manque d'activité physique. Le principe même de ce schéma de valeur n'a pas changé au fil des années d'enquête.



Ce que la population soutient le plus fréquemment sont des mesures telles que des informations transparentes et compréhensibles sur les produits. En revanche, l'augmentation du prix des produits alimentaires préjudiciables à la santé ou le renoncement à la production d'aliments de luxe ne parvient pas à recueillir de majorité, tout comme l'interdiction de produits alimentaires préjudiciables à la santé ou l'introduction d'une taxe d'incitation ou d'une taxe sur le sucre. Sur les six années d'enquête, le refus d'une taxe sur le sucre est resté assez constant dans toutes les régions suisses.



Une nette majorité indique aujourd'hui consulter au moins occasionnellement le marquage de la valeur nutritionnelle de référence. Cette utilisation croissante n'empêche toutefois pas la critique envers ce marquage de croître. Les Suisses hommes et femmes sont de plus en plus nombreux à penser que la norme actuelle ne suffit pas. A la place, l'introduction d'un marquage couleur à titre de nouvelle norme légale bénéficie d'un soutien croissant.



En Suisse, le problème du gaspillage alimentaire est reconnu à grande échelle. Un obstacle à l'usage plus durable des produits alimentaires réside toutefois dans le fait que la moitié seulement de l'électorat connaît bien la signification des différentes dates d'expiration. Il existe ici un besoin de sensibilisation. En outre, la population est prête à préférer acheter un produit régional plus cher au lieu d'un produit d'importation moins cher et à tenir compte, lors de l'achat, d'un label environnement.

Détails sur l'enquête en ligne dans le [Cockpit de l'étude](#)

2 Synthèse

Nous résumons comme suit, sous forme de thèses, les éléments de connaissances acquis par l'observatoire de l'alimentation et de l'activité physique:

AUCUNE INTER-
VENTION DE
L'ÉTAT

L'initiative propre et les compétences de chaque individu continuent de valoir comme valeurs fondamentales lorsqu'il s'agit d'aborder, en Suisse, les thèmes Alimentation et Activité physique. Une grande majorité voit d'un œil critique les interventions de l'État et la régulation sous la forme d'interdictions ou de lois. En Suisse, l'introduction d'une taxe sur le sucre ne recueille aucun soutien majoritaire, et ceci tous cantons confondus. Ces dernières années cependant et avec une accentuation toute récente due aux expériences faites autour de la crise du COVID-19, le seuil d'inhibition favorable à plus de solutions publiques sur le plan des valeurs semble toutefois légèrement baisser.

VEILLER AUX
COMPÉTENCES
EN MATIÈRE DE
SANTÉ

En Suisse, le niveau de conscience d'une alimentation saine et d'une activité physique suffisante et l'importance qui leur est attribuée sont très élevés. La préservation de la santé de la population n'est pas pour autant un automatisme. Dans le contexte précisément d'un niveau d'information en baisse sur ce thème, il est important de fournir un travail de sensibilisation ciblé et de promouvoir des habitudes saines dès la prime enfance. La population détient ainsi les connaissances requises pour entretenir avec compétence et de manière autodéterminée un style de vie sain, et elle n'est pas dépendante des interventions publiques. En effet, des mesures telles que les impôts, les taxes d'incitation ou les interdictions ne recueillent pratiquement aucune approbation au sein de la population.

LA COULEUR
FAIT LA DIFFÉ-
RENCE

La population souhaite, aussi bien de l'économie que de l'État, de la transparence et de la compréhensibilité quant aux ingrédients alimentaires. La norme actuelle, c'est-à-dire le marquage de la valeur nutritionnelle de référence fait l'objet de pressions croissantes et est de moins en moins considérée suffisamment informative. L'électorat souhaite à la place qu'un marquage couleur tel que certains produits alimentaires l'arborent déjà soit ancré comme norme dans la loi.

LA DURABILITÉ:
UN VŒU PIEUX?

Il y a longtemps qu'organiser sa vie de manière plus durable n'est plus le souhait seulement d'une minorité et qu'il joue un rôle aussi lors du choix des produits alimentaires achetés. En outre la problématique du gaspillage alimentaire est connue et perçue comme problème à grande échelle. De manière similaire à la compensation de la pollution due aux billets d'avion, le souhait d'organiser son propre bilan alimentaire reste encore, fréquemment, un vœu pieux. La réalité montre que le supplément de prix frappant les produits régionaux continue de dissuader beaucoup de gens de les acheter, et

qu'en Suisse les ménages privés figurent parmi les plus importantes sources de gaspillage alimentaire. L'enquête montre toutefois que la population fait preuve d'ouverture d'esprit envers une amélioration de la situation. Il est néanmoins nécessaire de poursuivre le travail de sensibilisation.